« Nous rendons le pouvoir au peuple » ou comment le milliardaire raciste, sexiste, réactionnaire Trump légitime sa prise de pouvoir.

Dans son discours d'investiture du 20 janvier, Trump a maintenu sa ligne populiste et ouvertement isolationniste, aux cris de « America first ». Le nouveau président des États-Unis s'est montré plutôt vague quant à ses déclarations, n'oubliant pas la langue de bois usuelle entre dominants consistant à s'échanger des tonnes d'amabilités pour la « bienséance » (les remerciements aux Obama et aux Clinton, alors que quelques semaines plus tôt la porte était ouverte aux pires insultes). Il est néanmoins resté ferme sur les grandes lignes qui lui ont permis d'arriver au pouvoir :

critique des élites politiques et médiatiques, mais aussi protectionnisme à tendance raciste et xénophobe en faisant construire de vastes infrastructures par des « mains américaines et du travail américain », et isolationnisme unilatéraliste (« America First ») en faisant passer les intérêts à court terme des capitalistes américains avant toute autre considération, sans égard pour les engagements préalables des États-Unis.

De fait, tout en rassurant sa base électorale, Trump a montré à la fois à ses électeurs/trices et aux autres pays, notamment au Mexique et plus largement à l 'Amérique du Sud mais aussi à l'Europe, qu'il n'infléchirait pas sa ligne politique.

Pourtant, au-delà de ses côtés populistes anti-élite, et proche des travailleurs/euses qui ont massivement subis la crise de 2008, Trump donne déjà des gages a la bourgeoisie américaine, comme en témoigne la composition de son cabinet.

En effet, les futurs membres du cabinet de Trump possèdent 9,1 milliard d'euros ! Au-delà de leur fortune personnelle, tou.te.s sont des champion.ne.s de l'ultra-libéralisme dont le secrétaire d'État (équivalent du ministre des affaires étrangères en France) Rex Tillerson, PDG de la société pétrolière ExxonMobil, l'ancien dirigeant de Goldam Sachs Steven Mnuchin qui sera chargé du Trésor ou encore le multi milliardaire Wilbur Ross qui a fait fortune en rachetant à bas prix des sociétés en faillites et qui est le nouveau ministre du Commerce.

Tant par la composition de son cabinet que par la nature de son discours, Trump ne va certainement pas remettre en cause « le système » dont il est un des fruits. Au

contraire, en insistant et en refaisant vivre le « rêve américain », c'est à dire le mythe du self made man, Trump appelle à une mise en concurrence encore plus importante des travailleurs/euses au sein des États-Unis, ce qui annonce, dans l'actuelle période de crise de rentabilité du capital, une aggravation des conditions de travail et d'existence pour la majorité des Américain.e.s.

Cependant, l'investiture de Trump ne peut être vue comme celle d'un candidat ordinaire pour la bourgeoisie. Celle-ci préférait largement Clinton, même son aile républicaine. Mais Trump a bénéficié d'une réaction « populaire » déformée à la mainmise des élites politiciennes sur la société. Il attiré le vote blanc, même si les noirs et les hispaniques ont massivement voté pour Clinton. La crise d'hégémonie des élites engendre des phénomènes comme Trump aux USA ou comme la forte poussée de l'extrême-droite en Europe.

Cela doit être compris à la fois comme une conséquence des politiques ultra-libérales menées a l'échelle mondiale, comme une crise des partis bourgeois traditionnels (Républicains/démocrates aux USA, LR/PS en France, Travaillistes/Conservateurs en GB etc) mais aussi comme un échec complet des politiques réformistes proposées tant dans certains pays européens qu'en Amérique du Sud, sur le modèle des dirigeants Lula ou Chavez.

Malheureusement, les votes des milieux populaires s'expriment aujourd'hui dans une large mesure en faveur des pires réactionnaires, qui s'appuient sur un populisme anti-élites (avec peu de conséquences) et s'appuient sur les clivages raciaux et le sexisme (avec bien plus de conséquences). Tant par l'absence de la scène médiatique que par la faiblesse des organisations du mouvement ouvrier, les vrais discours lutte de classe, solidaires et combatifs ont du mal à être entendus a une échelle large. Pourtant, on a vu dans la fin de la campagne Sanders une dynamique qui aurait pu exprimer un vote de classe, puisqu'il gagnait des voix dans les milieux ouvriers blancs et non-blancs.

Signe très positif, l'investiture de Trump a déclenché dès le 20 janvier, de nombreuses manifestations aux USA, impulsées pour la majorité par des organisations de la société civile, allant du mouvement anti-raciste et contre les violences policières «Black Lives Matter » aux mouvements écologistes et altermondialistes. Surtout, nettement plus massives et très enthousiasmantes, les manifestations des femmes contre le sexisme affiché de Trump sont réellement porteuses d'espoir, et, ayant rassemblé plus de 2 millions de personnes aux USA et des centaines de milliers dans le monde entier dont plus de 7000 a Paris, montrent que l'auto-organisation des opprimés est une clef pour tout mouvement contestataire à vocation plus large. Pour balayer le capitalisme en crise des USA, il faudra que ces mouvements convergent avec un mouvement qui parvienne à exprimer l'intérêt de toute la classe ouvrière états-unienne. Ce mouvement devra trouver le moyen d'exprimer les aspirations des secteurs ouvriers soumis aux ravages de la mondialisation à plus de « protection ». Cette protection contre la mise en concurrence par les multinationales ne sera réelle que si elle vient du contrôle par les travailleur.se.s eux/elles mêmes, que ce soit aux USA, au Mexique ou en Chine.

La présidence de Trump annonce de nouveaux rapprochements et de nouveaux éloignements internationaux et annonce aussi une politique réactionnaire affirmée et assumée. Cela risque d'ouvrir à une droitisation de pans entiers de la société, tant aux Etats-Unis qu'en France, comme nous le constatons déjà quant à l'offre politique dont nous subissons chaque jour la propagande.

Pour y faire face, malgré la minorisation de nos organisations et la répression féroce que subit notre camp social, nous devons construire des espaces de lutte, des cadres d'action.

S'il est évident que le meilleur rapport de force dont nous disposons est celui du nombre, celui de la masse, nous ne devons pas ignorer qu'il est difficile à mettre en place. Tout en nous plaçant en première ligne dans les luttes des exploité-e-s et des opprimé-e-s, nous formulons un programme politique permettant d'unifier celles-ci en un grand mouvement d'ensemble qui se donne pour objectif la prise du pouvoir économique et politique par les travailleur.e.s. Les réactionnaires comme Trump et Le Pen n'apportent aucune réponse aux problèmes de notre classe. Leur protectionnisme prétend relancer le « capitalisme national » en soutenant des exploiteurs « bien de chez nous ».

Nous nous battons quant à nous pour l'expropriation des grands groupes capitalistes et une nouvelle économie centrée sur les besoins. Une économie qui n'a rien à voir avec celle de l'extrême droite. Pour protéger cette économie, il nous faudra rompre avec le libre-échange, mettre en place un « protectionnisme socialiste », et sortir sans négociations de l'Union européenne. Ce ne serait plus une lutte entre nations, mais une lutte entre systèmes.

Dans la période actuelle de la présidentielle en France, la seule candidature ouvrière est celle de notre candidat Philippe Poutou. Par celle-ci, nous voulons faire porter un message clair : pour changer de système il n'y a qu'une façon, le renverser !

Lakhdar Bouazizi;Gaston Lefranc;Nastrit Daul, le 24 janvier 2017